

- 9** Gestion publique des droits à produire et des droits à prime et utilisation des marges de manœuvre nationales pour l'utilisation des aides PAC, en vue de garantir la cohérence avec l'ensemble de la politique agricole.
- 10** Abandon des objectifs d'intégration d'agro-carburants et des mesures d'incitation.
- 11** Maintien du moratoire sur les OGM.
- 12** Remise à plat des finalités, priorités et méthodes de la recherche agronomique publique, au travers d'un débat démocratique, pour une recherche indépendante des lobbys privés et au service de la transition écologique de l'agriculture.
- 13** Renforcement des contrôles et de la recherche sur les impacts de l'agriculture sur la santé humaine.

- 14** Plan de financement national de la nouvelle politique agricole par le secteur bancaire sous contrôle public.
- 15** Politique forestière nationale garantissant une gestion durable des forêts.
- 16** Au niveau européen, défense des propositions suivantes : plan de reconquête de l'indépendance protéique ; label public pour les produits des filières alternatives, courtes, biologiques, de qualité et équitables ; abandon des objectifs d'intégration d'agro-carburants ; harmonisation des règles d'utilisation des produits phytosanitaires ; moratoire sur les OGM.
- 17** Au niveau international, défense de la non-brevetabilité du vivant et promotion de la recherche au service de l'agriculture paysanne et de sa transition écologique, en s'appuyant sur la valorisation de ses savoir-faire.

## ► Une politique agricole au service d'une agriculture de qualité, et reconnaissant le droit à une juste rémunération du travail

- 18** Au niveau européen, défense d'une nouvelle PAC basée sur :
- des prix rémunérateurs (protection douanière, maîtrise des productions, gestion des marchés), garantis pour des volumes plafonnés par actif,
  - un encadrement de la répartition de la valeur ajoutée dans les filières,
  - la rémunération des services d'intérêt général rendus par les agriculteurs,
  - des aides spécifiques aux paysans en situation moins favorable (montagne, etc.) ou en fonction d'objectifs spécifiques (systèmes herbagés, circuits courts, etc.),
  - la limitation du revenu agricole par actif (plafonnement des soutiens),
  - la reconnaissance du droit des organisations de producteurs de négocier collectivement leurs prix de vente.
- 19** Introduction immédiate, chaque fois que de besoin, de prix minimums garantis aux producteurs et d'un encadrement des marges de la grande distribution

- par un coefficient multiplicateur, pour une meilleure répartition de la valeur ajoutée et une maîtrise des prix à la consommation.
- 20** Reconnaissance publique des accords interprofessionnels conditionnée au respect de la diversité syndicale et à la prise en compte des objectifs de la nouvelle politique agricole.
- 21** Plan contre la précarité en milieu agricole et pour l'amélioration des retraites agricoles et la revalorisation du salariat de l'agriculture et des industries agro-alimentaires.
- 22** Pleine reconnaissance du pluralisme syndical dans le monde agricole.
- 23** Réorganisation des Chambres d'agriculture : diversité syndicale à tous les échelons, présence des pouvoirs publics et des associations de défense de l'environnement et des consommateurs.
- 24** Renforcement de l'enseignement agricole public, libération du poids des lobbys, réintégration dans l'éducation nationale, évolution des formations au service de la transition écologique de l'agriculture.

**Pour l'intérêt général,  
pour libérer l'agriculture  
du capitalisme,  
Rejoignez le Front de Gauche !**

# POUR L'INTERET GENERAL, LIBÉRONS L'AGRICULTURE DU CAPITALISME



**Jean-Luc MÉLENCHON**

Co-président du Parti de Gauche, Député européen



**Pierre LAURENT**

Secrétaire national du Parti communiste français



**Christian PICQUET**

Porte-parole de la Gauche unitaire

## En France et en Europe, des campagnes dévastées par le libéralisme et le productivisme

Depuis les années 1960, le nombre d'exploitations agricoles s'est effondré du fait d'une concentration de l'agriculture au profit des plus grandes. Une majorité des paysans peinent à défendre leur revenu, vivent une grande précarité et voient leurs conditions de travail se détériorer. La libéralisation de l'agriculture a engendré une baisse des prix pour les paysans et une dépendance accrue vis-à-vis de l'industrie agro-alimentaire et de la grande distribution. L'Europe a sacrifié la préférence communautaire et abandonné la régulation des marchés, au nom de la compétitivité sur le marché mondial. Elle a ainsi favorisé la concentration de la production et de la propriété, rendu très difficile l'accès des jeunes au métier de paysan, généré la perte de savoir-faire traditionnels et une expansion du modèle productiviste, aux dépens de l'environnement et de la santé publique.

**Le Front de Gauche refuse l'abandon de notre agriculture et de notre alimentation à l'agro-industrie et à la « concurrence libre et non faussée » qui favorise le moins disant social et environnemental. Il défendra le principe de protection de l'agriculture et mettra en œuvre une politique stoppant et inversant la concentration de l'agriculture et permettant l'existence de paysans nombreux sur tous les territoires.**

## Dans le monde entier, une agriculture en crise, malade du capitalisme

**Alors que l'agriculture a la capacité de nourrir le monde, une personne sur sept souffre de la faim !** Dans les pays du Sud, les paysans n'arrivent pas à vivre de leur travail, du fait de la concurrence de l'agriculture capitaliste et des importations à bas prix. Libéralisation des marchés, expansion des monocultures, accaparement de terres, destruction de l'environnement et déstabilisation des cultures vivrières sont monnaie courante. Il en résulte désespoir, exode rural vers les bidonvilles, chômage de masse et développement de la faim. Avec les défis de la croissance démographique et de l'évolution des modes de consommation, l'impasse écologique du modèle agricole dominant et la concurrence des agro-carburants, continuer sur cette voie accroîtrait encore l'insécurité alimentaire dans le monde,

## LE FRONT DE GAUCHE APPELLE À UNE RUPTURE !

Nous voulons libérer l'agriculture du capitalisme et promouvoir une nouvelle organisation mondiale de l'agriculture, basée sur la coopération entre les peuples et sur le droit à la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire le droit des pays et des peuples à soutenir et protéger leur agriculture.



L'agriculture est l'affaire de tous.  
Envoyez-nous vos remarques et suggestions !

Contacts :

ssimonin@pcf.fr ■ agriculture@lepartidegauche.fr  
www.pcf.fr ■ www.lepartidegauche.fr  
www.gauche-unitaire.fr

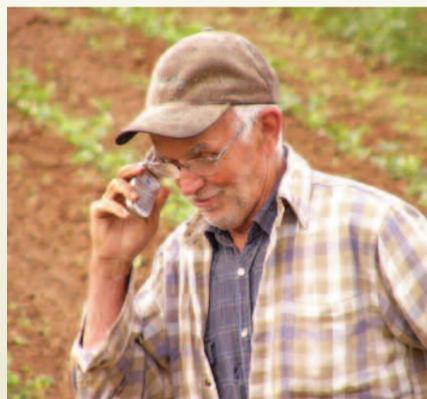


# DES PRIX RÉMUNÉRATEURS pour des paysans nombreux au service de la transition écologique de l'agriculture

L'agriculture est un projet de société ! Le Front de Gauche mettra en œuvre une politique agricole au service de l'intérêt général répondant aux objectifs suivants :

- **PRODUIRE SUFFISAMMENT UNE ALIMENTATION SAIN ET ACCESSIBLE.** En Europe comme partout dans le monde, l'indépendance alimentaire doit être garantie chaque fois que possible pour ne pas dépendre des marchés mondiaux et de l'exploitation des pays du Sud. Il faut relocaliser certaines productions et garantir à tous, à un prix accessible, des produits alimentaires de qualité nutritive et gustative grâce à un abandon du productivisme à outrance.
- **INITIER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DE L'AGRICULTURE.** Après 40 ans de dégâts écologiques du productivisme, il faut revoir nos modes de production et de consommation. Il est nécessaire de rompre avec la spécialisation excessive des exploitations et des régions, encourager la diversification des activités et les complémentarités entre culture et élevage. Il faut mettre fin à l'usage massif de produits chimiques, à la destruction de la biodiversité et à la contamination de l'environnement. Pour cela, il faut favoriser l'autonomie des exploitations, la valorisation des savoir-faire et des écosystèmes et la culture biologique. Les gaspillages, le suremballage et les circuits longs et coûteux doivent être combattus. La recherche agronomique doit être au service de la transition écologique de l'agriculture.
- **PROMOUVOIR UN AMÉNAGEMENT ÉQUILIBRÉ DU TERRITOIRE.** Les paysans font bien plus que produire de la nourriture : ce sont des acteurs économiques et sociaux majeurs en milieu rural. Les services d'aménagement du territoire qu'ils rendent à la collectivité doivent être rémunérés, et encouragés par une politique de maintien des services publics sur tout le territoire.
- **RECRÉER DE L'EMPLOI AGRICOLE, GARANTIR UNE JUSTE RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL PAYSAN.** La production d'une alimentation saine, diverse et accessible à tous, la transition écologique de l'agriculture et l'aménagement équilibré du territoire ne passeront que par des paysans nombreux. Pour cela, il faut recréer de l'emploi agricole. Cela implique une juste rémunération du travail paysan, grâce à des prix minimums garantis, la maîtrise des volumes de production, la régulation des marchés, une meilleure distribution de la valeur ajoutée, une juste répartition des terres agricoles, le soutien aux exploitations et aux filières les plus fragiles.

**Le Front de Gauche défend une agriculture paysanne en France, en Europe et dans le monde, seule à même de réaliser la nécessaire transition écologique de l'agriculture, de respecter les hommes et les milieux et de garantir la sécurité alimentaire.**

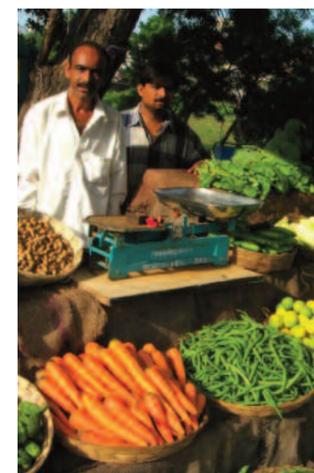


## LES 24 PROPOSITIONS DU FRONT DE GAUCHE POUR LIBÉRER L'AGRICULTURE DU CAPITALISME

► Pour la sécurité alimentaire mondiale : faire respecter la souveraineté alimentaire des peuples

- 1 Sortie de l'agriculture de la logique de libéralisation de l'OMC et remplacement de cette dernière par une **nouvelle organisation de l'agriculture** dans le cadre des Nations-Unies, afin de soutenir le développement de marchés régionaux, réguler les marchés mondiaux, mettre en œuvre un plan agricole et alimentaire mondial, promouvoir la relocalisation et la transition écologique de l'agriculture et combattre les processus d'accaparement de terres.
- 2 Construction d'une **alliance stratégique** avec les pays engagés dans la défense de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture paysanne.
- 3 Impulsion d'une **coopération au développement** qui priorise les accords avec les Etats mettant en œuvre des politiques de souveraineté alimentaire et de soutien à l'agriculture paysanne.
- 4 Défense d'une **politique agricole commune (PAC) cohérente avec l'objectif de souveraineté alimentaire** : production centrée sur les besoins du marché intérieur et protection de ce dernier.

Ne nous laissons pas endormir par les belles paroles de Sarkozy : «je ne laisserai pas tomber l'agriculture française» (sic !) et ses discours sur la régulation des marchés ! : lui et les divers gouvernements européens de droite sont les principaux artisans de l'Europe libérale du Traité de Lisbonne qui implique la libéralisation de l'agriculture.



**NE NOUS BERÇONS PAS D'ILLUSIONS !** : en Europe, les socio-démocrates et les écolo-libéraux nous parlent aussi de défendre les agriculteurs, de rendre la PAC plus juste ou la «verdir». En réalité, c'est une pure illusion de croire qu'une agriculture paysanne, créatrice d'emplois, présente sur tous les territoires et engagée dans la transition écologique est compatible avec des prix aux producteurs soumis au dumping des prix mondiaux. Or, cet alignement est bien la conséquence de la «concurrence libre et non faussée» du Traité de Lisbonne défendu par les mêmes forces politiques. Le Front de Gauche préconise, au contraire, la sortie du Traité de Lisbonne.

- 5 **Opposition** -et utilisation, chaque fois que possible, du droit de veto- à :

- la conclusion du cycle de Doha de l'OMC,
- la signature des accords de libre-échange (notamment les APE) négociés par l'Europe,
- toutes les pressions -FMI, Banque Mondiale, conditionnalités de l'aide au développement - exercées sur les pays du Sud pour libéraliser leurs marchés.

► Pour l'avenir de la planète : organiser la transition écologique de l'agriculture

- 6 Mise en œuvre d'un **plan national de transition écologique de l'agriculture**, avec : un calendrier de remplacement des intrants chimiques par des produits naturels ; le renforcement de certaines exigences environnementales ; la désintensification des systèmes d'élevage et la production de protéines fourragères ; la relocalisation des productions agricoles ; l'intégration des activités agricoles et d'élevage dans les exploitations ou les régions agricoles ; la production d'énergie renouvelable, si le bilan énergétique le justifie ; une évolution des modes de consommation (produits de qualité, protéines végétales) ; le respect du bien-être animal.
- 7 Soutien au développement des **filières alternatives labellisées**, vivrières, courtes de proximité, biologiques, reposant sur une juste rémunération du travail et permettant au plus grand nombre de bénéficier d'une ali-

mentation de qualité, avec notamment : la **révision du code des marchés publics** rendant obligatoire, chaque fois que possible, l'**approvisionnement des organismes publics de restauration collective** auprès de ces filières ; l'**appui à l'installation et la conversion d'agriculteurs** s'inscrivant dans ces démarches.

- 8 **Révision du mandat des Sociétés d'Aménagement Foncier et Rural (SAFER) et de leur gouvernance** -les pouvoirs publics y devenant majoritaires- pour **stopper et inverser le processus de concentration de l'agriculture**. Les terres libérées, au-dessus d'une certaine surface, seront préemptées et redistribuées en faveur de l'installation de jeunes agriculteurs et de la consolidation des petites exploitations, y compris par le biais de réserves foncières, notamment à proximité des villes.